VILLE DE
Châteaubernard

REVUE DE PRESSE

Jeudi 22 novembre 2018

SUD OUEST

Charente Libre

■ Les gilets jaunes ont abandonné le blocage de la Nationale 10 ■ Ils ciblent les plateformes de la grande distribution et veulent paralyser l'économie ■ Ils contrôlent les mouvements sur la base Intermarché de Roullet ■ La situation s'est tendue à Ruffec.

Un changement de stratégie

Jean-François BARRÉ
jf.barre@charentelibre.fr

«*A 5h30, on était une quinzaine sur la 10. On bloquait dans les deux sens. Cinquante flics sont venus. Ils nous ont dit qu'il y avait deux solutions: soit ça se passe bien, soit ça se passe mal. On a choisi de lever le camp.*» C'est un jeune motard qui était sur les lieux qui raconte la fin du barrage de Saint-Michel. Il a vite compris le rapport de force. «*Sur le rond-point de Girac, ils n'étaient plus que trois à tenir le barrage filtrant.*»

Plus en amont, les gilets jaunes avaient débarrassé la chaussée dès 2 heures du matin, avant même l'intervention des forces de l'ordre. Ils avaient perçu, senti monter l'exaspération des routiers, dès mardi soir, dans un post sur internet. Compris qu'il était difficile de comprimer encore des routiers bloqués là, parfois sans ravitaillement, annoncé aux automobilistes qu'ils n'avaient pas l'intention de les «*prendre en otages*». En fin de nuit, les forces de l'ordre n'ont trouvé à Champniers qu'un tas de terre balancé là à la hâte par deux tracteurs non identifiés et une faible résistance à Saint-Michel.

Deux points de filtrage

Et petit à petit, les milliers de poids lourds encore coincés sur la nationale ont remis en route, à grands coups de trompe. Un soulagement, aussi, pour les automobilistes qui, depuis quatre jours, devaient composer avec les embouteillages, les files d'attente pour aller bosser, scotchés sur les axes secondaires.

Il ne reste que deux points de filtrage, sur les ronds-points de La Trache à Cognac et de Chantebuse à Chasseneuil.

Les gilets jaunes ont changé de stratégie, décidé de cibler la grande distribution. Ils ont lâché le blocage d'Auchan pour simplement filtrer les accès, tout comme chez Géant, à Champniers, ou Carrefour à Soyaux, ce qui a généré de sérieuses perturbations aux abords des hypermarchés.

Ils ont surtout fait le siège des plateformes logistiques. En milieu de nuit, une vingtaine de gilets jaunes ont déplacé leur camp de base de la RN 10, ont rallumé les braseros et cramé les palettes, sorti le café et les baguettes devant la base logistique qui livre en produits frais les Intermarché de la région.

Conséquence du mouvement, seuls douze camions de produits frais ont pu sortir de la base logistique, alors que soixante-dix chargements à destination des grandes surfaces étaient prévus pour la journée. C'est le fruit d'une négociation avec la direction de la base.

«*Les salariés peuvent bien évidemment aller et venir, travailler et repartir. Mais, à part les douze, aucune marchandise ne sort*», expliquait en début de matinée Dylan, talkie en main, l'un des piliers du mouvement. «*Ils peuvent livrer et ressortir à vide.*» L'idée, c'est de «*bloquer l'économie*». «*On a commencé par se faire entendre sur les nationales, ça va monter crescendo.*»

La situation s'est révélée nettement moins consensuelle à Ruffec, devant les quatre accès à la Scachap, la centrale d'approvisionnement des magasins Leclerc. Quatre-vingts camions bloqués à l'extérieur, rien qui ne pouvait sortir. «*On a été délogés par les gendarmes vers midi,* raconte l'un des gilets jaunes. *La situation était intenable après des affrontements avec un chauffeur de la Scachap qui s'en est pris physiquement à une jeune femme. Les gendarmes nous ont demandé de partir.*» Les gilets jaunes n'ont pourtant pas baissé la garde. Ils ont promis de revenir «*avec des renforts*».

Les gilets jaunes ont changé de stratégie et ciblent la grande distribution. Dès la nuit de mardi à

Deux interpellations au rond-point de Girac

Le barrage filtrant était en place depuis le début de la soirée de mardi au rond-point de Girac à Saint-Michel (Photo Majid Bouzzit).

Deux incidents se sont succédé. Le premier vers 21h30. Un Angoumoisin de 29 ans a allumé un feu sur le bitume. Un *«perturbateur»* selon les gilets jaunes présents sur le rond-point qui ont tenté de le raisonner. En vain. Quand une voiture de police est passée et a demandé à cet individu visiblement très alcoolisé d'éteindre son feu, il les a copieusement insultés et a jeté une bouteille en verre dans leur direction sans toutefois les atteindre. Il a finalement été interpellé puis placé en garde à vue. Calmé, il est ressorti du commissariat hier avec une convocation devant la justice pour outrages.

Le second incident, plus grave, a eu lieu vers 23 heures. Un automobiliste qui arrivait de Ma Campagne ne s'est pas arrêté à un barrage filtrant, *«tamponnant»* au moins trois gilets jaunes. *«On lui a fait signe de s'arrêter, il a tapé trois personnes et a continué sa route, certains étant sur le capot»*, raconte un des témoins, lui-même *«très légèrement»* touché à un pied.

Un équipage de policiers qui était tout proche a pu interpeller l'automobiliste à quelques dizaines de mètres. Plusieurs personnes ont tenté de stopper la voiture, une vitre arrière a d'ailleurs volé en éclats dans la confusion de la scène. *«L'homme semblait ivre et très déterminé»*, ajoute un autre témoin de la scène qui, lui, n'a pas été blessé. Le suspect a été placé en garde à vue, laquelle a été prolongée hier soir. Des auditions des protagonistes devaient permettre de comprendre le déroulement précis des faits. Il est toutefois avéré que cet homme était très alcoolisé.

F. B.

«Le Black Friday, vous pouvez oublier !»

Les gilets jaunes ont résolument choisi de mettre à mal l'économie. Avant les fêtes de fin d'année, ils ont annoncé la couleur. Ce week-end, dès demain, ils prévoient de s'attaquer au week-end de promotion qui devait attirer les clients dans les magasins à l'occasion de ce Black Friday. S'ils avaient assoupli les blocages pour se contenter de perturber la circulation aux abords des centres commerciaux, ils pourraient durcir leur position. La menace est prise au sérieux par les commerçants. Le magasin Brico Dépôt, de la zone des Montagnes à Champniers, a déjà expédié un mail à ses clients pour annoncer que l'enseigne annulait son Black Friday.

Au petit matin, les forces de l'ordre sont intervenues. La RN 10 a été rendue à la circulation.

Réforme de la justice: les avocats en grève aujourd'hui

Les avocats du barreau de la Charente ont décidé d'une grève générale aujourd'hui pour suivre la journée «Justice morte» au niveau national. Ils entendent protester contre le projet de réforme de la justice, en cours d'examen au Parlement, a annoncé dans un communiqué le bâtonnier Jean-Michel Grossias. Un rassemblement est prévu sur les marches du palais de justice d'Angoulême à 13h45. Les avocats charentais avaient participé au printemps dernier à des mouvements de contestation initiés par la Conférence des bâtonniers. Des discussions avaient été ouvertes avec la Chancellerie. *«Le projet de loi, à l'issue des amendements votés en commission des Lois, est globalement en retrait par rapport aux avancées que la profession des avocats avait obtenues»*, précise le bâtonnier. Les avocats craignent notamment *«une profonde réforme de la carte judiciaire, imposée par voie réglementaire, sous couvert de spécialisation des juridictions.»*

La grève implique la fermeture des cabinets, la suspension de toutes les désignations, des demandes de renvoi devant toutes les juridictions, aucune participation aux expertises, la cessation des participations aux consultations de toute nature, y compris les gardes à vue.

Ventes de pesticides: la Charente dans le haut du tableau

Générations futures a rendu publique mardi les ventes de pesticides par département. La Charente est le 10e plus gros acheteur de glyphosate.

Myriam HASSOUN
m.hassoun@charentelibre.fr

Douzième plus gros acheteur de pesticides en 2017 avec plus de 1 572 tonnes vendues dans le département. La Charente n'est pas sur le podium du classement présenté mardi par Générations futures, mais pour chacune des cartes dressées par l'association qui lutte contre les pesticides, elle se classe dans les quinze premiers. Glyphosate, soufre et fosetyl-aluminium tiennent le haut du panier des trois pesticides les plus achetés par les agriculteurs charentais, selon les détails donnés par le rapport de Générations futures qui utilise les données officielles de la base de données des ventes des distributeurs. Le département se classe quinzième pour les ventes de pesticides, tout confondu, par hectare de surface agricole utile (SAU). Avec 0,74 kilo d'achat de glyphosate par hectare de SAU, la Charente est dixième des départements français pour les ventes de cet herbicide. Elle se classe onzième pour les ventes de pesticides CMR (cancérogènes, mutagènes ou reprotoxiques), quatorzième pour les ventes de pesticides perturbateurs endocriniens suspectés, seizième pour la vente des pesticides non utilisables par l'agriculture biologique.

La Gironde mauvaise élève

La Gironde se classe deuxième plus gros acheteur de pesticides au total, derrière l'Aube et devant la Marne. Tandis que la Lozère est celui qui en achète le moins. La Charente-Maritime se classe quatorzième, les Deux-Sèvres vingt-sixième, la Vienne vingt-neuvième et la Haute-Vienne quatre-vingt-sixième.
Ironiquement, l'association Générations futures a décerné des «Glyph'Awards» aux départements les plus consommateurs de glyphosate. Le Vaucluse se classe premier, devant La Réunion, puis la Martinique. La Gironde n'est pas en reste puisqu'elle se classe quatrième, juste devant l'Aube. *«Notre but*, justifie Générations futures dans un communiqué: *encourager les agriculteurs de ces départements à ne plus vouloir recevoir cette "distinction" et donc à diminuer ou supprimer leur utilisation de glyphosate.»*

Un tiers des viticulteurs du cognac s'engagent à des traitements propres

Ils sont sept. Sept viticulteurs du Cognaçais à avoir reçu leur diplôme mardi au salon Vinitech de Bordeaux, grand rendez-vous des acteurs de la filière vins et spiritueux (*CL* d'hier). Jean Delpeuch, Florian Pruleau, Bernard Laurichesse, Michel Gréau, Laura Mornet, Raphaël Brisson et Daniel Canesson sont les premiers estampillés «Certification environnementale cognac», le label octroyé par le BNIC et l'organisme de contrôle Ocacia. Depuis deux ans que la démarche est dans les tuyaux, ce sont en tout 1 600 viticulteurs, soit plus d'un tiers des exploitations pour près de la moitié des surfaces, qui ont manifesté leur souhait de s'engager dans la démarche. C'est-à-dire renoncer à l'usage du désherbage chimique et renouveler leur parc de pulvérisateurs en faveur d'un matériel confiné ou récupérateur. Le BNIC se donne trois ans, d'ici à 2021, pour convaincre l'intégralité des viticulteurs de franchir le pas. L'objectif étant de parvenir à au moins la moitié des surfaces attestées «Certification environnementale cognac» à l'horizon 2025. Pour y parvenir, l'interprofession va lancer en janvier une «certification collective». Dès lors, le BNIC auditera lui-même tous les professionnels qui souhaiteront décrocher le précieux sésame. L'organisme Ocacia contrôlera cependant sa méthode de labellisation et s'assurera de son efficacité auprès d'un échantillon de professionnels. Pour accompagner le renforcement de cette mission, le BNIC prévoit un recrutement au début de l'année prochaine.

Une octogénaire bloquée quatre heures

L'ambulance s'est retrouvée bloquée au milieu des poids lourds. Photo Majid Bouzzit

La bourde. Appelé à transporter une octogénaire de Vars à l'hôpital de Girac, un ambulancier charentais n'a pas choisi le meilleur des itinéraires.

Mardi soir, un employé d'une société d'ambulances charentaise est appelé à transporter Germaine Joubert, varsoise de 88 ans, à l'hôpital de Girac après une fracture du col du fémur. Traitée pour un cancer du pancréas, du rein et une déficience respiratoire, l'octogénaire, placée sous oxygène, doit être transférée rapidement. Sauf qu'à son départ, vers 21 heures, le chauffeur a choisi l'itinéraire par la RN 10, bloquée depuis samedi par les gilets jaunes. *«Je lui ai demandé pourquoi on était passé par là et il m'a répondu: "C'est le protocole, quand on transporte une personne dans cet état, il faut prendre les grands axes"»*, relate la fille, Corinne Joubert, 51 ans, qui ne décolère pas.

L'ambulance étant coincée à hauteur du Géant Casino entre deux poids lourds, la famille s'agace. La tension monte et les réserves en oxygène baissent. Appelés après plus de 3h30 d'une interminable attente, les pompiers, arrivés en urgence par la voie opposée, ont finalement évacué la patiente en la transportant en brancard au-dessus de la glissière de sécurité. Une manœuvre périlleuse qui a permis à l'octogénaire d'être admise à Girac à 0h32. Les deux employés à bord de l'ambulance sont eux restés bloqués pendant près de onze heures avant de repartir hier matin aux alentours de 8h30.

Du côté de la société ambulancière, on admet la faute: *«Ce n'était pas la meilleure des décisions*, reconnaît sans détour Sandrine Cadier, présente à l'arrière aux côtés de la patiente pendant le trajet, soulignant que les torts sont partagés avec les poids lourds. *En ambulance, on ne s'attendait pas à rester bloqué d'autant qu'on avait pu passer les autres jours»*, justifie-t-elle.

■ Hier, l'Udaf 16 a proposé une conférence-débat sur la sexualité des ados à l'ère d'internet ■ Éclairage avec Françoise Lelogeais, infirmière scolaire et intervenante.

Internet et sexualité des ados liaisons dangereuses ?

Françoise Lelogeais (2e à gauche) a ouvert les débats avec ses collègues du collectif santé sexualité du Cognaçais, Françoise Ziegelmeyer, conseillère conjugale et familiale (à gauche), et François Pruneau, infirmier au centre d'information, de dépistage et de diagnostic des maladies sexuellement transmissibles à l'hôpital de Cognac. Photo G. B.

Gilles BIOLLEY
g.biolley@charentelibre.fr

Pornographie en ligne, multiplication et dangers des réseaux sociaux, rapport à l'intimité, protection de l'enfance, mais aussi comportement, éducation et construction sexuelle: à l'ère d'internet, quel est l'impact de la toile sur la sexualité des adolescents? Quelle attitude adopter face à cette liaison qui peut être dangereuse quand on est parent ou éducateur? Quelles réponses apporter?

Autant de thèmes et de questions que l'Udaf 16 (1) a mis sur la table, hier à La Salamandre, lors d'une conférence-débat sur le thème «La sexualité des ados à l'ère d'internet et des réseaux sociaux.»

Plus de 200 personnes, professionnels de l'éducation, de la santé et travailleurs sociaux en majorité, ont assisté à ce rendez-vous rythmé par les interventions de spécialistes. Parmi eux, des membres du Collectif santé sexualité du Cognaçais qui ont ouvert les débats et dont fait partie Françoise Lelogeais. Infirmière scolaire depuis 20 ans, en poste au collège Jean-Lartaud de Jarnac, elle est confrontée au quotidien à cette problématique.

Quand des ados viennent vous trouver pour évoquer cette liaison sexualité internet, quelles sont les questions les plus fréquentes?

Françoise Lelogeais. Celles en rapport avec la diffusion et la circulation de photos sur les réseaux sociaux et les portables surtout. Ce qu'ils appellent les rumeurs. Ceux qui en sont victimes n'ont pas mesuré l'impact de ce qu'ils ont posté. C'est un vrai désastre parfois, qui fait de gros ravages sur le plan psychologique. On touche à leur identité, leur intimité, à leur réputation, à un âge où ils sont extrêmement fragiles, où il faut se construire, se faire aimer aussi. On fait un gros travail de prévention dans ce domaine, et il est indispensable, car si ces outils ont du bon, ils ont aussi du mauvais qui peut causer des souffrances extrêmement importantes et durables, plus encore chez les plus fragiles d'entre-eux.

Internet, les réseaux, un monde, leur monde, qui n'est pas qu'un ami, c'est le message?

Les ados voient à travers ce prisme, se construisent à travers, malheureusement et souvent sans être capable de mesurer le vrai du faux des images et des informations qu'il renvoie. C'est le plus gros danger. Une anecdote m'a marquée: un jour, une jeune fille est venue me parler de test de grossesse. Elle m'a dit qu'elle en avait fait un avec deux amies avec de l'eau de javel. Elles en avaient versé dans un récipient contenant leur urine. S'il y avait beaucoup de mousse et d'effervescence, alors c'est qu'elles étaient enceintes. Elles avaient vu ça sur un tutoriel sur le Net, c'était donc forcément vrai.

On suppose qu'il en va de même pour la sexualité. Sachant que la pornographie est très présente sur la toile et l'accès facile, on imagine que le rapport entre filles et garçons en la matière s'en trouve forcément chamboulé. Vous le ressentez?

> Ceux qui sont victimes des «rumeurs» n'ont pas mesuré l'impact de ce qu'ils ont posté sur le Net.

Malheureusement oui. Ce qu'on voit là aussi sur internet devient la norme pour les ados. Et ce qu'on voit, c'est surtout une représentation de la femme soumise, qui doit être forcément belle, mince, forcément consentante. Chez des jeunes qui ne se reconnaissent pas là-dedans, cela peut générer un mal-être et entraîner des comportements non consentis justement pour se rapprocher de cette norme en ce qui concerne les filles notamment. Cela peut être même destructeur parfois. Ce que je note, c'est que le respect, l'égalité entre les sexes sont des valeurs à nouveau fragilisées et mises à mal à cause de cela, il faut y faire attention et être très vigilant.

D'égalité, il n'y en a pas non plus et toujours dans leur perception de la sexualité comme l'a soulevé un de vos collègues. «Fellation, pénétration, performance» pour les garçons. «Amour, affection, fidélité» pour les filles. L'ère internet n'a rien changé de ce côté-là.

Il a ajouté aussi la jalousie chez les filles qui devient une qualité aujourd'hui, c'est quelque chose de relativement nouveau. Pour le reste, non, rien n'a changé quant aux mots qui caractérisent l'acte sexuel pour chacun. Les interrogations et les craintes aussi sont toujours les mêmes. C'est comme l'âge moyen du premier rapport, 17 ans et demi, exceptés quelques cas particuliers, il n'a pas bougé depuis trente ans.

Comment amener ces ados à prendre du recul et les protéger face à ce monde de l'internet?

Il faut être à l'écoute, les parents, l'école, les professionnels de santé, avoir une attitude pas moralisatrice mais protectrice cependant car je le répète ils sont à un âge de grande fragilité. Il faut les amener à réfléchir, les aider à développer leur esprit critique, d'analyse, travailler avec eux sur le comportement, sur comment aussi créer du lien avec ceux qu'ils connaissent plutôt qu'avec des followers pour se construire dans de la vraie proximité. C'est ce à quoi nous travaillons désormais avec le Collectif santé sexualité du Cognaçais à travers des actions dans les écoles de la commune de Jarnac et à Bourg-Charente principalement.

(1) Union départementale des associations familiales.

Le chiffre

3.000

Le nombre de briques Lego dont pourront se servir les jeunes participants à l'atelier «Archi Lego», mercredi prochain à 10h30 au couvent des Récollets. Cognac, Ville d'art et d'histoire permettra aux enfants de réaliser des bâtiments avec précision, notamment ceux de la ville. Gratuit, mais réservation obligatoire par message Facebook sur la page de Cognac, Ville d'art et d'histoire, ou par téléphone au 05.16.45.00.17.

Circulation

Tout le monde est passé à l'orange

Le feu tricolore proche du Musée d'art et d'histoire a clignoté toute la journée d'hier. Ce devrait être réparé aujourd'hui. Photo M. B.

C'est quand ils sont en panne que les feux tricolores rappellent soudain leur utilité. Hier, celui érigé à l'angle du boulevard Denfert-Rochereau et de la rue Abel-Bazoin, près du Musée d'art et d'histoire, a cligné orange du matin au soir. *«On l'a remis en route dès le matin, il n'avait sans doute pas supporté le froid de la nuit»*, plaisante Philippe Ourtaau, le responsable de l'éclairage à la Ville. Sauf que l'engin s'est remis à bégayer rapidement, obligeant les automobilistes à être très vigilants à cette intersection périlleuse. Hier soir, le mal semblait réparé, mais prudence ce matin.

QUARTIER SAINT-MARTIN

Repas dansant des anciens dimanche 2 décembre. Le repas dansant des anciens, organisé par le comité des fêtes du quartier Saint-Martin, aura lieu dimanche 2 décembre à midi à La Salamandre. Tarifs: 5 euros pour les ayants droit (être âgé de 70 ans), 29 euros prix public. Inscription avant lundi 26 novembre au 05 45 35 04 32 ou 06 85 67 97 26.

L'ancienne piscine d'hiver abritera des gros bras

C'était pressenti, c'est officiel depuis hier. La Ville louera son vieil équipement au club de rugby. Petit loyer, mais gros travaux en vue.

Le bassin sera rempli de sable et non de remblai ou de béton, qui l'auraient abîmé. La solution n'était pas évidente: ce sont les services techniques de la Ville qui l'ont trouvée. Elle permettra à l'UCS, le club de rugby, d'y installer un espace de musculation et des salles de formation.

Photo archives CL

Marc BALTZER
m.baltzer@charentelibre.fr

Neuf cents mètres carrés avec vue imprenable sur le parc François-Ier, des voisins calmes et une grande piscine intérieure pour 50€ par mois. L'affaire du siècle? Non, plutôt le coup de pouce (assumé) de la Ville à l'UCS, son club de rugby.

Hier en mairie, le coprésident de l'Union, Lilian Tessendier, et le maire de Cognac, Michel Gourinchas ont signé un bail renouvelable de sept ans pour l'ancienne piscine municipale d'hiver. L'idée est d'en faire une salle de musculation avec des espaces dédiés à la formation continue: le club a lancé sa filière de brevets d'État de préparateur physique cette année avec 14 inscrits. *«Pour l'instant, ils suivent les cours dans un tivoli»* installé à l'extérieur du stade voisin, souffle Lilian Tessendier en se frottant les mains pour mimer le froid. Quant aux machines de musculation, elles se trouvent dans les vestiaires d'été, sans chauffage eux non plus.

Ce sera du passé fin janvier prochain, quand la piscine d'hiver sera aménagée par le club pour 80.000€. Car le petit loyer, s'il est geste de soutien, s'explique aussi par l'obligation du locataire de prendre le site en l'état et d'y réaliser tous les travaux.

Après sept ans, la commune pourrait tout récupérer gratuitement, *«mais elle ne le souhaite pas»*, explique le maire Michel Gourinchas. *«La compétence* [du sport] *c'est l'agglo, mais la Ville continue de soutenir le club et le projet de développement lié à la formation nous paraît cohérent.»*

Le chiffre

600 En euros par année, c'est le loyer que le club de rugby versera à la Ville.

Le bail porte sur le bassin couvert, un logement de fonction (qui servira de local), les vestiaires, le snack-bar et une partie des abords de la piscine d'été. Les travaux débuteront rapidement et commenceront par le comblement du bassin à l'aide de sable surmonté d'un plancher en béton. La solution technique n'était pas évidente pour des questions de résistance de la structure. Les services techniques de la Ville l'ont trouvée, une chance pour le club.

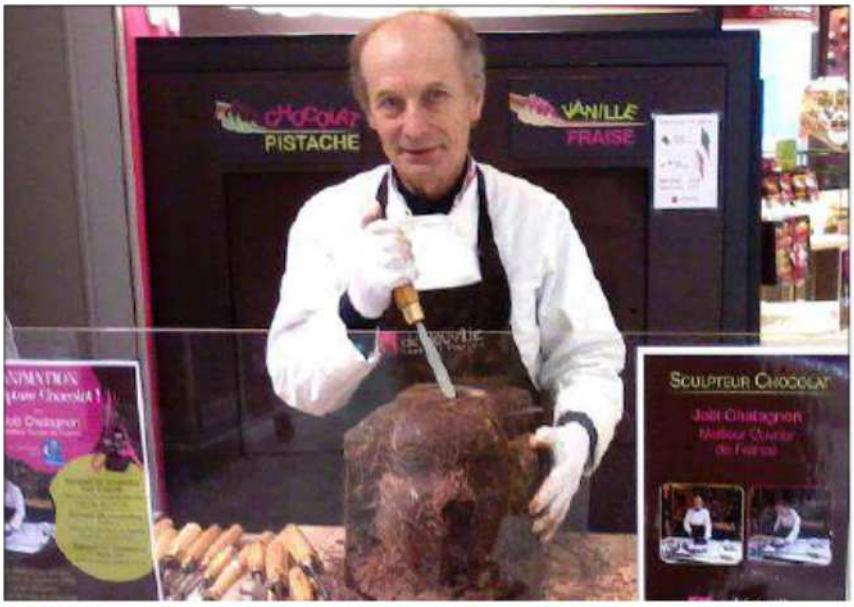
L'image

Des fossiles plein les yeux

Cinq classes des écoles Pablo-Picasso et Jules-Vallès de Châteaubernard ont profité de l'exposition «Quand les mers recouvraient la Charente», mise en place rue de la Commanderie, pour découvrir à quoi ressemblait le département il y a 150 millions d'années. Difficile d'imaginer une mer chaude et une végétation luxuriante, alors qu'on doit enfiler moufles et bonnets actuellement, mais c'était pourtant le cas à l'époque. Élèves et enseignant ont suivi le parcours pédagogique installé par les exposants et ont même pu toucher des fossiles. C'était l'occasion ou jamais, d'autant que l'exposition a fermé ses portes hier (Photo CL).

CHÂTEAUBERNARD

Le roi du chocolat revient sculpter dans son pays



Joël Chatagnon parcourt la France pour la chaîne de chocolatiers installée dans la galerie Auchan. Samedi, le Saint-Mémien retrouvera sans doute quelques amis.

Repro CL

Joël Chatagnon est sculpteur, meilleur ouvrier de France et compagnon du tour de France. Originaire de Saint-Même-les-Carrières, il sculpte la pierre, le marbre ou le granit. Mais depuis plusieurs années, il s'intéresse à un nouveau matériau, plus gourmand.

Ce samedi de 10 h à 18 h, quand il installera son atelier chez le chocolatier de la galerie commerciale d'Auchan, il ne sera pas question de pierre, mais bien de chocolat.

Avec ses gouges, ses ciseaux et son maillet en bois, il s'attaquera à des blocs de chocolat, il les taillera, les façonnera au gré de son imagination. Il paraît qu'il y a un buste de François Ier, un cheval, un blason au programme.

Soirée beaujolais samedi. Le comité des fêtes de Châteaubernard organise sa traditionnelle soirée beaujolais ce samedi 24 novembre à 19h30, à la salle des fêtes des Pierrières. Le repas comprenant potage, entrée, pot-au-feu, fromage et dessert, un verre de vin est à 18 €. Réservations au 05.45.32.18.91 ou 06.03.51.28.90.

Cherves: l'agglo en appelle au privé pour faire tourner le moulin de Prézier

Rénové, aménagé pour 1,2 M€ et même classé par les Gîtes de France, la structure de 32 lits coûte davantage qu'elle ne rapporte. Grand Cognac va tenter d'en déléguer la gestion.

Marc BALTZER
m.baltzer@charente.fr

Les stagiaires de l'Iréo (Institut rural d'éducation et d'orientation) et les cavaliers des Écuries de Boussac, qui s'y rendent régulièrement, ne diront pas le contraire. A Cherves-Richemont, en contrebas de L'Abaca et au bord de l'Antenne, le gîte de groupe du moulin de Prézier est un petit paradis. Pas si petit en réalité, avec ses 1.450 m², ses neuf chambres et ses deux appartements, pour une capacité d'accueil de 32 personnes répartie en deux gîtes.

Le site est exceptionnel. Sur les rives de l'Antenne, au croisement de plusieurs itinéraires de randonnée. Mais la fréquentation du lieu ne permet pas de couvrir les frais de fonctionnement. Photo M. B.

> **Nous avons estimé collectivement que cela ne faisait pas partie de nos compétences.**

Seulement, ce paradis n'a jamais été suffisamment fréquenté pour couvrir ses propres frais de fonctionnement, directement abondés par une agglomération de Grand Cognac désormais en quête d'économies. Voilà pourquoi les élus ont choisi, lors du dernier conseil d'agglo, de lancer un appel au privé en vue d'une délégation de service public. «*Cela s'est décidé en février au séminaire sur les transferts de compétence*, se souvient le président Jérôme Sourisseau. *Comme pour les campings, nous avons estimé collectivement que cela ne ferait pas partie de nos compétences, que de gérer les équipements touristiques.*»

30.000€ de pertes chaque année

Il faut dire qu'à Prézier, d'une année à l'autre, il manque entre 30.000€ et 40.000€ et le déséquilibre paraît structurel avec une gestion en régie. Un exemple: les tarifs doivent être validés par le conseil d'agglo avant d'être modifiés, ce qui complique un brin la stratégie commerciale. L'agglo avait hérité de la gestion du moulin l'an dernier, en provenance de l'ex-communauté de communes de Cognac. Qui, elle-même, l'avait reprise à la commune de Cherves (toujours propriétaire) sous la forme d'un bail emphytéotique. La commune de Cherves, elle, avait acheté les murs à un particulier au milieu des années 1990. Dans l'idée, il s'agissait de préserver le site, dont le propriétaire ne pouvait pas mener à bien la rénovation. Mieux que le préserver, les fonds publics ont permis de le restaurer pour 1,2 M€, puis de le faire évoluer afin d'être reconnu par les Gîtes de France.

Concernant les deux salariés du site, si un privé devait arriver, il y aurait trois solutions. Soit l'entreprise les reprendrait comme ce serait son droit; soit l'agglo déciderait de les fondre dans ses effectifs; soit ils pourraient perdre leur emploi. «*Mais ce n'est pas l'objectif de l'agglo, loin de là*», a rassuré Jérôme Sourisseau en conseil d'agglo. Et si aucun prestataire n'était déniché ces prochains mois, la régie publique se poursuivrait.

MOULIDARS

Élections complémentaires en vue dans la commune

En ouverture du dernier conseil municipal, Martial Desport, maire, a fait le point sur l'évolution des effectifs de l'équipe de la mairie depuis 2014. Décès, déménagement, oppositions et désaccords divers... six postes seront donc à pourvoir lors d'un 1er tour de scrutin fixé dimanche 13 janvier pour compléter le conseil.

Évoquant cette situation avant le conseil, le maire avait indiqué: *«Avec l'équipe en place aujourd'hui, je suis prêt à accueillir de nouveaux élus pour un travail d'équipe avec à l'esprit l'intérêt général des administrés. Pour moi, il ne peut y avoir de conflit et je ne suis pas prêt spécialement à présenter une liste de complément»*. L'objectif n°1 de la mandature, la réhabilitation du centre-bourg, a été freiné pendant trois ans, par l'obligation d'apurer 80 000 euros de lignes de crédit antérieures, finaliser des remboursements de prêts et programmer et assimiler les diverses baisses de dotation.

Néanmoins, la continuité de l'aménagement du bois de La Garenne en parc, de la salle de basket, de l'environnement général de la commune, de la salle des associations pour 40 000 euros, le soutien au tissu associatif qui redynamise la vie communale sont à mettre au bilan de l'équipe.

Les projets. La réhabilitation du bourg (4 mois de travaux) avec en première étape les travaux autour de l'eau potable, puis les travaux d'aménagement chiffrés à 328 000 euros (HT), seront financés par un emprunt de 190 000 euros contracté sur 15 ou 20 ans et un second de 65 000 euros sur 2 ans pour la TVA (récupérable), une charge raisonnable pour les finances communales et une politique de prudence soutenue. Si le nouveau conseil se penchera aussi sur un projet de lotissement communal visant à pérenniser l'école, la seconde mandature devra aborder le rapprochement avec les communes de Saint-Simon et Vibrac.

Charpente de l'église. Par ailleurs le conseil a étudié le possible projet de réaménagement de la charpente de l'église évalué à 120 000 euros (partiellement subventionable). Stéphane Auras a fait part de son interrogation quant au respect de loi de 1905 autour du principe «patrimoine - culte».

Repas des anciens. À noter que le repas des anciens est fixé au dimanche 2 décembre.

Un peu impressionnés par le lieu, les lycéens ont apprécié cette visite inhabituelle.

Photo CL

Les lycéens siègent au conseil départemental

Les dix-neuf élèves de la classe de terminale bac pro du lycée Claire-Champagne de Segonzac, accompagnés de Laurence Bourdareau et Sandrine Gois, leurs enseignantes, ont été accueillis à Angoulême, au siège du conseil départemental par Jérôme Sourisseau, l'un des dix vice-présidents.

Invités à s'asseoir dans l'hémicycle, à la place d'un élu, les terminales ont pu écouter avec attention les explications de leur guide. Celui-ci leur a présenté en détail la collectivité territoriale, l'élection de ses membres, leurs compétences, en passant par le budget. Diaporama à l'appui, le vice-président a apporté des explications utiles aux élèves, qui ont pris de nombreuses notes et posé beaucoup de questions. L'entrevue s'est poursuivie dans la salle des pas perdus où une collation a été offerte aux invités qui ont pu s'entretenir avec l'élu de manière plus détendue.

Dix ans déjà

Le Team cycliste de Chateaubernard fêtait son 10e anniversaire ce samedi au cours de son assemblée générale. «10 ans déjà», a dit Bruno Delomme, son président, «10 ans depuis que nous avons quitté l'AS Verriers, 10 ans de courses, de chutes, de victoires». Et des victoires, cette année en a apporté une moisson, et de nombreux coureurs ont été mis à l'honneur : Lucien Capot, vainqueur pour la 2e fois du tour des Landes, Yannis Jobit, 12 ans, champion de Charente de cyclo-cross, Tessa Gerdil, 11 ans, 1re fille au cyclo-cross de Gond-Pontouvre et championne de Charente de cyclo-cross, pour ne citer qu'eux. Le TCC, c'est aussi 3 coureurs en top 16, qui défendent les couleurs de la Charente, c'est encore Armand Guichard, 6 ans, qui a participé à 8 courses en 2018, ou Chloé Gerdil, 6 ans, autant dire que la relève se prépare.

Le programme 2019 a été présenté, on retiendra notamment en ce qui concerne Chateaubernard la course de l'école de cyclisme le 12 mai, la nocturne le 26 juin, le cyclo-cross de l'Echassier le 29 septembre. L'occasion pour Bruno Delomme de souligner que «la nocturne de Chateaubernard est celle qui rassemble le plus de coureurs en Charente», et aussi que «pour les manifestations, il faut des bénévoles», qu'il a remerciés pour leur engagement.

Seule ombre au tableau, un exercice 2018 en déficit de 6000€, qui ne met pas en péril le club dans l'immédiat. D'ailleurs, le budget 2019 est un budget ambitieux pour encourager le développement du team cycliste, qui reçoit cette année le renfort de 3 nouveaux coureurs. Enfin, représentant le comité départemental, Erwann Cornillet, responsable du pôle formation, a présenté les actions mises en place pour accompagner les clubs dans la formation de leurs adhérents.

CHATEAUBERNARD TENNIS

Bilan en demi-teinte

L'assemblée générale du «Tennis Chateaubernard» s'est réunie ce vendredi, sous la houlette de sa présidente, Charlotte Abadie, et du bureau élu au mois de juin dernier. Deux nouveautés marquent cette assemblée : c'est d'une part, le transfert du club de l'agglo vers la commune, qui suscite quelques interrogations sur le maintien des subventions, inquiétude levée par Christelle Gombaud, adjointe aux sports, qui assure que «la commune est ravie de retrouver le club, et fera en sorte de ne pas mettre ses finances en péril». D'autre part c'est la création de la ligue de Nouvelle Aquitaine, représentée par Cyrille Berlaud, président du comité départemental de tennis de la Charente, pour s'adapter aux nouvelles régions, ce qui modifie l'organisation et le calendrier des compétitions. Désormais, les 2 échelons, départemental et régional, seront déconnectés, et il n'y aura plus de montée en régionale. En revanche, une nouvelle compétition, la coupe Sarrail, qui existe dans les Landes, sera étendue à toute la région. Au chapitre des licences, la saison 2019 s'annonce un peu en retrait, avec à ce jour seulement 104 licenciés, contre 124 en 2018. Mais la présidente précise «qu'on est en début d'année, il peut y avoir de nouvelles inscriptions». De plus, elle souligne l'arrivée de 39 nouveaux venus, signe encourageant. D'ailleurs, le budget prévisionnel de 33750€ reste à la hauteur du précédent, avec une augmentation des charges de personnel, car il y a une forte demande de cours, et le projet d'augmenter les créneaux, il y aura 20 groupes cette année.

Les doléances des maires à l'Élysée

■ Face à 2.000 maires méfiants invités à l'Élysée, Emmanuel Macron a défendu son bilan ■ Et s'est livré à un jeu de questions-réponses parfois très franc.

Emmanuel Macron a lancé hier soir une offensive de séduction en direction de quelque 2.000 maires, souvent très inquiets, invités à l'Élysée. Photos AFP

Très critiqué pour avoir décidé de ne pas se rendre au congrès de l'Association des maires de France (AMF), comme il s'y était engagé, le chef de l'État, très à l'aise, s'est lancé hier soir dans une offensive de séduction en direction de quelque 2.000 maires invités à l'Élysée. *«Je sais que votre quotidien n'est pas facile, celui du gouvernement ne l'est pas davantage»*, a-t-il assuré, multipliant plaisanteries et clins d'œil en direction des élus.

Face aux défis auxquels la France est confrontée, *«on a une responsabilité commune, c'est d'être ensemble»*, a affirmé le chef de l'État dans une salle des fêtes bondée.

> **Il ne faut rien céder face à un vent mauvais qui voudrait que tout soit la faute de l'élu.**

Emmanuel Macron a tenté de rassurer des maires souvent très inquiets. *«Je sens une inquiétude face à tous les changements, parfois des incompréhensions, mais je sens beaucoup d'attente, il ne faut rien céder face à un vent mauvais qui voudrait que tout soit la faute de l'élu»*, a-t-il affirmé. Réforme fiscale, modification *«à la marge»* de la loi NOTRe sur la réforme territoriale, différenciation entre les territoires... Le président a souligné sa volonté de dialoguer avec les élus et leurs associations pour faire bouger les choses.

Dans une allusion aux «gilets jaunes», Emmanuel Macron a évoqué *«une forme injustice»*. *«Car beaucoup de nos concitoyens pensent que c'est le gouvernement quand il y a une hausse des prix à la pompe et voient presque mon image quand ils font le plein. Mais quand ils voient les primes à la conversion, ils pensent que c'est le concessionnaire.»*

«On en a un peu marre»

Des maires courtois mais revendicatifs l'ont interrogé sur des problèmes très concrets: l'appauvrissement des commerces, l'afflux de migrants mineurs, la qualité de l'air ou encore le montant de la péréquation fiscale qui fixe les dotations de l'État aux communes.

«On en a un peu marre», a résumé un élu qui dénoncé *«une souffrance sociale en France, dans les territoires ruraux»*. Très à l'aise, Emmanuel Macron a répondu en rafale à toutes les questions, en citant les projets du gouvernement sur la revitalisation des centres-villes, le plan pauvreté, les discussions sur la prise en charge des migrants mineurs.

Plus globalement, il a plaidé contre les *«injonctions paradoxales»* en s'emportant contre ceux qui demandent à la fois moins de taxes et plus d'action publique. De lui même, il a défendu la *«trajectoire environnementale»* de la hausse des taxes sur les carburants. *«C'est pas bibi»*, a-t-il lancé à propos des modifications de dotations pour certaines communes en fonction de règles actuelles de péréquation.

Des élus venus de toute la France avaient été invités à écouter le chef de l'État. *«On aurait presque pu mettre un gilet jaune. Mais quand on reçoit une invitation, il faut y répondre, c'est aussi un moment pour s'exprimer. Ici les gens seront polis mais au congrès de l'AMF, ça aurait été plus chaud»*, expliquait Véronique Del Fabro, maire d'Hudiviller, un village de Meurthe-et-Moselle.

«Nous avons eu le sentiment que si nous étions écoutés, nous étions peu écoutés. Le président de la République a pour l'essentiel confirmé ses positions, sans véritable inflexion et avec une volonté modérée d'aller vers une véritable négociation», a déploré le vice-président de l'AMF, André Laignel (PS), à l'issue de la rencontre.

Philippe au congrès des maires

Édouard Philippe a exprimé hier son *«estime»* et son *«admiration»* pour les maires, qui sont *«ceux qui s'y collent»*, avant de se rendre aujourd'hui au Congrès de l'Association des maires de France dans un contexte de brouille et avec certaines associations d'élus. *«Cette invitation m'ayant été lancée, je l'honore bien volontiers. Je ne vous cache pas que j'aurais aimé que l'inverse soit vrai et qu'à chaque fois que j'ai adressé des invitations aux membres de l'AMF, ils y répondent»*, a d'ailleurs glissé le Premier ministre, tout en affirmant la *«volonté»* du gouvernement *«de travailler avec les maires, quelle que soit leur couleur politique»*.

La Réunion: une réponse «intraitable»

«Nous avons mis les moyens et allons continuer à les mettre: nos militaires seront mobilisés dès demain (aujourd'hui, ndlr) pour rétablir l'ordre public. Nous serons intraitables car on ne peut pas accepter les scènes que nous avons vues», a écrit le chef de l'État sur Twitter. Le mouvement «des gilets jaunes» continuait à paralyser hier l'île de la Réunion où il s'accompagne, malgré l'instauration d'un couvre-feu, d'une flambée de «violences urbaines»: jets de projectiles et de cocktails Molotov et parfois de tentatives de pillages de commerces... Toutes les tentatives pour désamorcer le mouvement se sont avérées vaines. Dernière en date, celle du président de Région Didier Robert, qui a annoncé le gel sur 3 ans de la hausse d'une taxe spécifique à La Réunion sur les carburants.

Les gilets jaunes pâlissent

La mobilisation des «gilets jaunes» a marqué le pas hier, au 5e jour du mouvement, avant un grand rendez-vous fixé samedi à Paris.

Des barrages filtrants subsistaient aux abords de sites pétroliers et d'axes routiers hier soir, au cinquième jour de la mobilisation des «gilets jaunes». Selon le ministère de l'Intérieur, la mobilisation a rassemblé quelque 15.000 personnes, loin des 290.000 recensés samedi.

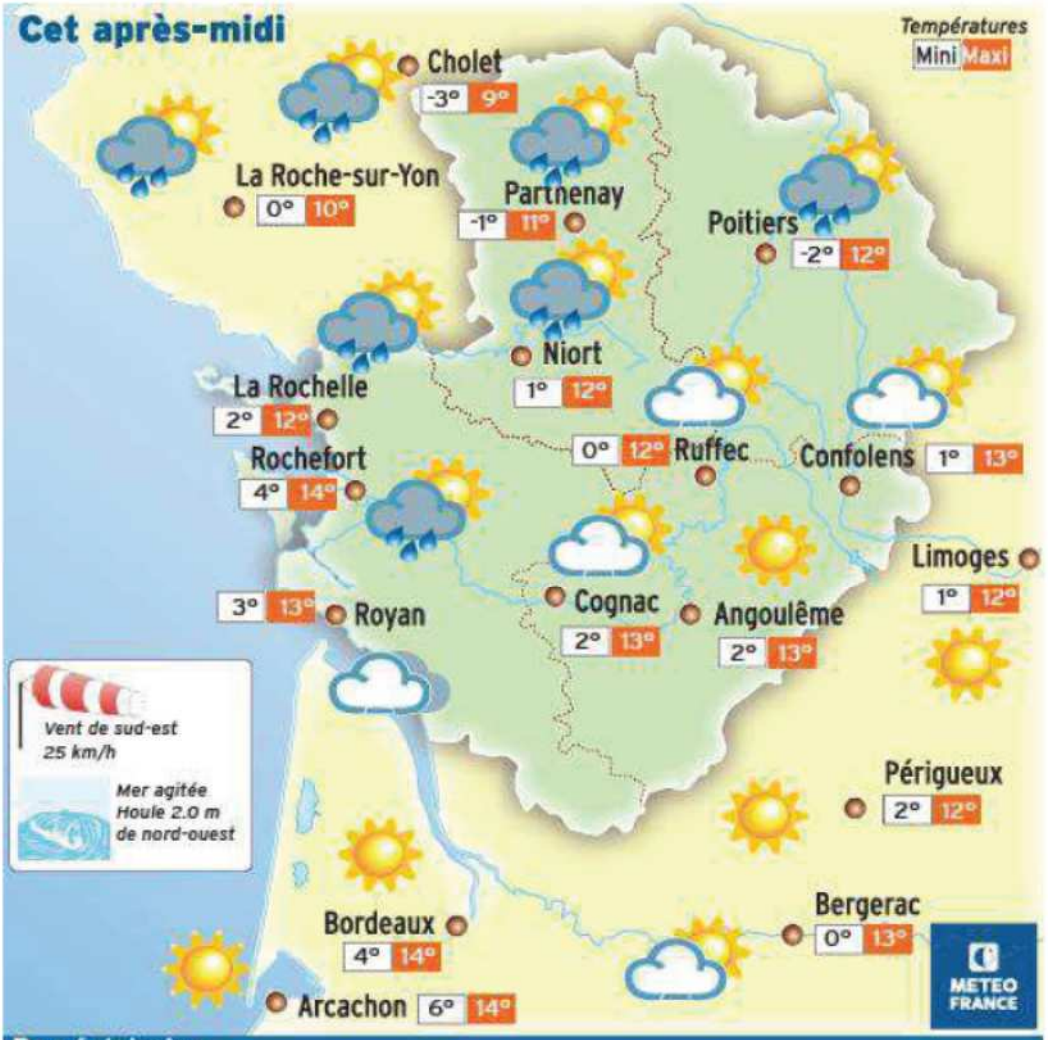
Près de Toulouse, l'accès au dépôt pétrolier de Fondeyre a été rétabli mais la plateforme logistique Eurocentre restait bloquée. Le blocage de la plateforme voisine Socamil, jugé illégal par le tribunal de Toulouse, a lui été levé, tout comme celui due péage de l'autoroute A10 à Virsac en Gironde, théâtre de dégradations. *«Les dégâts sont considérables, on parle de plusieurs millions d'euros»*, a déclaré le PDG de Vinci Autoroutes Pierre Coppey.

Radicalisation

Si le nombre de «bloqueurs» recule, les violences et dégradations inquiètent les autorités, confrontées à une mobilisation sans organisateur ou leader clairement désigné. *«Il faut bien être conscient que la colère a de plus en plus de mal à être contenue chez certains. Des groupes dissidents vont naître, des gens vont se radicaliser, car nos dirigeants politiques restent murés dans le silence»*, s'inquiète Fabrice Schlegel, 45 ans, meneur des «gilets jaunes» à Dole. Au total, 745 personnes ont été interpellées et près de 600 placées en garde à vue, selon le ministère. Selon la Chancellerie, une centaine de personnes ont été renvoyées en correctionnelle depuis le début du mouvement.

Toujours *«déterminés»*, les «gilets jaunes» s'interrogent sur leurs modalités d'action: faut-il continuer à bloquer ou se projeter sur «l'Acte 2», une manifestation nationale samedi à Paris? Des appels à un rassemblement place de la Concorde circulent mais un tel scénario a d'avance été rejeté pour raisons de sécurité par le secrétaire d'État auprès du ministre de l'Intérieur Laurent Nuñez.

Le député Jean Lassalle a provoqué une brève et rare suspension de séance à l'Assemblée en arborant un «gilet jaune». Il lui en coûtera 1.500 euros. Photo AFP



Des éclaircies

Quelques brumes ou bancs de brouillards, puis le temps est peu nuageux, plutôt bien ensoleillé.
Vent modéré de Sud-Est .
Températures maximales : entre 12 et 13 degrés.

Vendredi

Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
6° 12°	5° 11°	5° 11°	3° 11°

Samedi

Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
7° 12°	6° 12°	5° 11°	4° 10°

Dimanche

Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
5° 10°	5° 10°	4° 10°	4° 9°

Lundi

Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
4° 10°	4° 9°	3° 9°	3° 8°

Mardi

Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
2° 10°	2° 9°	2° 8°	2° 7°

Mercredi

Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
1° 9°	0° 9°	-1° 9°	-1° 7°

HIER / Mini / 16h

Mobilisation en recul

GILETS JAUNES Quelques blocages subsistaient hier, au cinquième jour de la mobilisation qui marque le pas, avant un rendez-vous fixé samedi à Paris

Une poignée de barrages et des interrogations. Quelques blocages de dépôts pétroliers et d'axes routiers subsistaient hier, au cinquième jour de la mobilisation des gilets jaunes.

La situation reste toutefois tendue à La Réunion, théâtre d'une nouvelle nuit de violences, émaillée d'échauffourées, de jets de projectiles et de cocktails Molotov lancés sur les forces de l'ordre et parfois des tentatives de pillages de commerces. Seize policiers et gendarmes ont été blessés durant ces interventions, dont un a eu la main arrachée par l'explosion accidentelle d'une grenade dans son véhicule. 38 personnes ont été interpellées, a indiqué la préfecture de l'île.

Au total, 30 membres des forces de l'ordre ont été blessés depuis samedi, a indiqué le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux, précisant que 80 gendarmes étaient envoyés en renfort sur place. Le président Macron a rappelé en conseil des ministres que « la sévérité sera de mise » contre tous les « comportements inacceptables. ».

En métropole, les gilets jaunes semblaient davantage cibler les plateformes logistiques ou zones d'activités commerciales, dont le blocage est moins impopulaire que les barrages d'axes routiers. Près de Toulouse, le dépôt pétrolier de Fondeyre et la plateforme logistique Eurocentre étaient ainsi bloqués.

Le blocage de la plateforme voisine Socamil, jugé illégal par le tribunal de Toulouse, a lui été levé, tout comme celui du péage de l'autoroute A10 à Virsac au nord de Bordeaux, théâtre de dégradations. « Les dégâts sont considérables, on parle de plusieurs millions d'euros (…). Il faudra plusieurs semaines pour remettre en état l'ensemble des installations », a déclaré le PDG de Vinci Autoroutes Pierre Coppey, joint par téléphone.

« Un gros coup samedi »

Selon une source policière, un peu plus de 10 000 personnes étaient mobilisées, hier, loin des 290 000 manifestants recensés samedi.

« Tout est calme. On est des gens pacifistes », souligne Brigitte Duquesne, 55 ans, sur un barrage dans le Finistère : « Les gens sont avec nous, ils klaxonnent, nous saluent et certains nous apportent à boire et à manger ».

L'opérateur Vinci faisait état de blocages ou perturbations aux accès et sorties des autoroutes A7, A8, A9, A10, A11, A20, A28, A61, A62, A63, A64 et A85, dans un point de situation à 14 heures. Conséquence : l'usine PSA de Sochaux (Doubs) a annoncé qu'elle arrêtait certaines lignes de montage hier après-midi faute de pièces, certains camions de fournisseurs étant bloqués.

Certains gilets jaunes s'interrogent sur la suite à donner au mouvement pour être audibles de leurs concitoyens. PH. T.SEURIN

Toujours « déterminés », prêts à « tenir » et à « durer », les gilets jaunes s'interrogent sur leurs modalités d'action : faut-il continuer à bloquer ou se projeter sur « l'Acte 2 », une manifestation nationale samedi à Paris ? Faut-il paralyser les routes – et donc les citoyens – ou plutôt cibler l'État et ses institutions (préfectures, centres des impôts…) ?

« Nous prenons du recul pour recentraliser l'action, qui se dispersait par trop d'initiatives individuelles. Nous n'étions plus assez efficaces », explique Julien Terrier, porte-parole des gilets jaunes à Grenoble.

Des appels à un rassemblement place de la Concorde circulent. Plus de 31 000 personnes se sont déclarées « participant » à cet événement sur Facebook, et plus de 200 000 « intéressées ».

Cette manifestation ne sera pas interdite mais elle ne pourra pas se tenir place de la Concorde pour des raisons de sécurité, a affirmé le secrétaire d'État auprès du ministre de l'Intérieur Laurent Nuñez, appelant à déclarer cette manifestation en préfecture afin de trouver un autre lieu « sécure ».

Dans les régions, les collectifs disent s'organiser pour acheminer un maximum de gilets jaunes en covoiturage, bus ou trains.

Plusieurs leaders politiques entendent se joindre à cette journée. Le chef de file de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, a notamment indiqué que ses militants y participeraient.

Par ailleurs…

CFDT. La CFDT Route, premier syndicat du transport routier, a annoncé, hier, qu'elle n'appellerait pas ses adhérents à rejoindre le mouvement, contrairement à FO, tout en exhortant le gouvernement à rétablir un « dialogue social normalisé ».

DISTRIBUTEURS. Certains distributeurs, dont des entrepôts et des supermarchés ont été bloqués depuis samedi partout en France, mettaient en garde, hier, contre des problèmes d'approvisionnement tout en déplorant une perte de leur chiffre d'affaires.

SORTIE DE CRISE. Le ministre de la Transition écologique François de Rugy a estimé, hier, qu'il fallait « peut-être trouver des formes nouvelles, décentralisées » de discussions, impliquant aussi les citoyens, pour répondre au mouvement.

LARCHER. Le président du Sénat a appelé, hier, l'exécutif à saisir la proposition de Laurent Berger, le numéro un de la CFDT, de réunir les corps intermédiaires pour construire un « pacte social de la conversion écologique » en réponse à la crise.

CROSS « SUD OUEST »

Pour des raisons de sécurité, le cross « Sud Ouest » de Gujan-Mestras, prévu les 24 et 25 novembre, est annulé. Lire en page 31 et sur notre site.

« Il n'y aura pas de solution unique »

MAIRES Faute de se rendre à leur congrès, le président recevait, hier, plus de 2 000 maires à l'Élysée. Pour une séance de questions-réponses qui a séduit

Comme à son habitude, il est arrivé en retard, suscitant l'impatience des 2 024 maires (selon les organisateurs de l'Élysée) qui patientaient depuis près de trois heures. Mais il avait une bonne excuse : il sortait d'une réunion tendue avec le bureau de l'Association… des maires de France qui venait de lui présenter un catalogue de revendications assez peu négociables.

En arrivant, dans une salle des fêtes surchauffée et archibondée, Emmanuel Macron a calmé tout son monde d'un grand sourire, de mots qui cajolent (« Nous avons la République en partage », « Nous sommes tous à portée d'engueulade »…) et il a fait mine de se lancer un défi qui s'adressait en fait à l'auditoire : « Mon objectif est d'avoir avec vous un beau débat. Je resterai jusqu'à ce qu'il n'y ait plus personne dans cette salle. » Et comme à cette heure, les premiers malaises se faisaient déjà ressentir… Puis il a mis les rieurs de son côté. « Je suis prêt à rouvrir le chantier de la réforme de la DGF » (la dotation globale de fonctionnement, versée par l'État aux communes). Des « Ahh » se font entendre dans la salle. « Méfiez-vous, reprend Macron. Parce que cette réforme, il va falloir la mener ! »…

La triple transition

Sans doute voulait-il ne pas trop en dire pour en laisser un peu à son Premier ministre qui, cet après-midi, ira affronter l'ensemble des maires présents à Paris (soit plus de 6 000), au congrès de la Porte de Versailles. Le président n'est donc pas entré dans les détails, se bornant à une analyse de haute volée sur la triple transition qui secoue notre société : énergétique bien sûr, mais aussi territoriale et numérique, toutes touchant au premier chef les territoires les plus reculés et les habitants les plus modestes.

Emmanuel Macron s'est ensuite plié au jeu des questions-réponses, qui devait durer plus de deux heures. Par paquet, des élus aux différents coins de la salle l'interpellaient sur des sujets parfois techniques qui ne semblaient ni rebuter, encore moins déstabiliser, le jeune président qui n'a pourtant jamais exercé le moindre mandat local. C'est ainsi que le maire de Talence (33), Emmanuel Sallaberry, l'a interrogé sur les transferts de compétences entre Départements et Métropoles, qui agitent beaucoup (entre autres) la Gironde. Ou que celle du Taillan-Médoc, toujours dans la métropole bordelaise, Agnès Versepuy, lui a demandé de « simplifier les capacités d'action des collectivités ». « Vous dire qu'on va changer les procédures au niveau national serait très démagogique, lui a répondu Emmanuel Macron. Mais partout où on peut le faire, on le fera. » Concernant les métropoles, le président a expliqué que ce serait « du cousu main », « du cas par cas », qu'il « n'y aura pas de solution unique ».

Le président a répondu aux questions des 2 024 maires. PH. MAXPPP

Les maires, au total, semblaient plutôt satisfaits de l'exercice, même si nombre d'entre eux partagent l'avis de cet édile de Provence, rappelant que « les corps intermédiaires ont toujours constitué le socle de la République » et qu'ils n'avaient « pas envie de disparaître, comme la faune ou la flore ». Emmanuel Macron leur a promis de se rendre à leur congrès l'année prochaine. Mais il s'était engagé l'an dernier à s'y rendre tous les ans…

Bruno Dive,
rédaction parisienne

Le revenu des ménages français a baissé

FISCALITÉ Les ménages français ont perdu en moyenne 440 euros de revenu disponible entre 2008 et 2016, selon une étude de l'OFCE, qui impute notamment cette baisse aux réformes pour redresser les comptes publics après la crise économique. Plusieurs réformes ont en effet été mises en application, durant cette période, parmi lesquelles la création d'une tranche d'imposition à 45%, la baisse des plafonds du quotient familial ou encore les hausses des prélèvements sur les revenus du capital.

Le débat sur la fessée agite l'Assemblée

PARLEMENT L'idée portée par le Modem d'interdire les « violences éducatives ordinaires » a suscité, hier, de vifs échanges

Malgré la « visée pédagogique » de ce texte qui ne prévoit pas de sanction pénale, les discussions ont pris un tour passionné, lors de son examen, en commission, hier. Des élus de droite et d'extrême droite ont dénoncé une « ingérence » dans la vie des familles avec cette proposition portée par Maud Petit (Modem) et cosignée par des élus d'autres groupes.

Le projet, qui a reçu le soutien de la secrétaire d'État à l'Égalité entre les femmes et les hommes, Marlène Schiappa, à titre « personnel », et du Défenseur des droits, Jacques Toubon, entend inscrire dans le Code civil, à l'article lu lors des mariages, que « les titulaires de l'autorité parentale l'exercent sans violence ». Il dit qu'« ils ne doivent pas user à l'encontre de l'enfant de moyens tels que la violence physique, verbale ou psychologique, les châtiments corporels ou l'humiliation ».

Importantes réticences

« Si toute violence, qu'elle prenne la forme d'une tape, d'une gifle ou de cris ne constitue pas une forme de maltraitance, il n'en demeure pas moins qu'elle est au mieux inutilement vexatoire (...) et au pire contre-productive », a plaidé Maud Petit devant la commission des Lois.

« Ridicule » ou « utile », le texte fait réagir. ILLUSTRATION AFP

Au sein du groupe LR, plusieurs députés ont, de leur côté, exprimé de vives réticences. C'est « une législation de communication » avec « une pseudo-morale officielle », provoquant un débat « un peu ridicule », a lancé Éric Ciotti. Jean-Louis Masson, « père d'une famille de six enfants », a vu un « vieux serpent de mer » dans cette « énième proposition de loi anti-fessée ». L'élue d'extrême droite Emmanuelle Ménard a cherché, pour sa part, à supprimer les deux articles du texte, évoquant notamment le risque d'« inciter certains enfants à dénoncer leurs parents ».

Si cette disposition était adoptée, la France deviendrait le 55e État dans le monde à interdire totalement les châtiments corporels sur les enfants.

À NOS **LECTEURS**

« Sud Ouest » était absent des kiosques hier. Le journal – dont toutes les éditions sont imprimées à Bordeaux – n'a pas été distribué en Charente. Une raison à cela : les difficultés sur le réseau routier avec le mouvement des gilets jaunes et l'interdiction de circulation des poids lourds de plus de 7,5 tonnes sur la RN 10. Toutes nos excuses à nos lecteurs et à nos annonceurs.

4 milliards d'euros d'épargne à réorienter vers nos PME

FINANCES La députée LREM de Gironde Dominique David travaille à la création d'une société d'investissement à capital variable (Sicav) régionale pour financer le développement des entreprises du territoire. Un projet appuyé par le Conseil régional et Bpifrance

Dominique David, députée LREM de Gironde, à l'initiative de cette idée. PHOTO FABIEN COTTEREAU

C'est de notoriété publique, les Français figurent parmi les plus gros épargnants de la planète. En 2017, ils ont placé plus de 5 000 milliards d'euros sur des produits financiers. En moyenne, nos concitoyens mettent de côté 14 % de leurs revenus par an. Essentiellement dans du sans risque – assurance-vie et Livret A – mais dont le rendement est faible.

« Problème : cet argent ne profite pas à nos TPE et PME, qui manquent cruellement de capitaux pour se développer et financer l'indispensable numérisation, robotisation de leurs activités », déplore Dominique David, députée LREM de Gironde. Or, « il suffirait de mobiliser 1 % de l'épargne des Néo-Aquitains pour proposer 4 milliards d'euros supplémentaires de financement d'ici 2022 à nos entreprises régionales », explique cette ancienne dirigeante d'une PME, qui a elle-même connu la difficulté à lever des fonds pour développer sa société.

Bercy s'intéresse au projet

Pour y remédier, l'élue propose de créer une sicav (société d'investissement à capital variable) régionale, destinée à inciter les particuliers à placer leur argent dans les TPE, PME ou ETI de la région. Elle pourrait être adossée au fonds d'investissement récemment lancé par le Conseil régional. Le projet est soutenu par Bercy, Bpifrance et Bordeaux Place financière et tertiaire, l'association des professionnels de la finance. Il a également été repéré au niveau européen et retenu aux phases finales des Prix de l'innovation politique, qui se sont déroulées samedi dernier à Vienne en Autriche.

Le contexte actuel semble favorable. « Le succès du crowdfunding traduit une volonté des gens de donner du sens à leurs investissements financiers et une couleur plus locale », observe Dominique David. Son ambition est que la sicav régionale soit accessible au plus grand nombre. En ce sens, le ticket d'entrée pour investir dans une entreprise locale serait fixé à 500 euros.

Ceci étant, plusieurs freins restent encore à lever. Avant tout d'ordre culturel. « Il va falloir convaincre les petites sociétés d'ouvrir leur capital, mais aussi les banques de promouvoir ce type de produits que leurs conseillers n'ont pas l'habitude de vendre. Et, la sicav régionale devra proposer un rendement supérieur aux offres équivalentes, telles que le Livret A, pour convaincre le grand public », détaille Dominique David.

L'idée a déjà séduit un certain nombre d'acteurs locaux de la finance, mais il va désormais falloir franchir les barrières administratives. Le soutien de Bercy sera crucial pour faire émerger cette Sicav.

Nicolas César

La mobilisation change de forme

GILETS JAUNES Délogés des axes principaux, pour tenter de peser encore les manifestants ont changé leur fusil d'épaule

ADRIEN ORTAVENT
a.ortavent@sudouest.fr

Les jours passent et ne se ressemblent pas. Après le succès de la mobilisation du samedi, la résistance jusqu'à lundi, les tensions du mardi, les manifestants ont perdu du terrain ce mercredi. Entre 5 et 6 heures hier matin, les policiers ont dispersé les Gilets jaunes charentais qui tenaient les points de blocage sur la RN 10, la RN 141, le rond-point de Girac, le dépôt de la Société de transport du Grand Angoulême…

Tout est allé très vite, et sans violence : fatigués par leurs veillées, en large infériorité numérique et surtout pacifistes, les Gilets jaunes n'ont pas cherché à résister, et ont immédiatement quitté les lieux occupés.

Leur propre révolution

La veille, Marie Lajus, la préfète, avait prévenu d'un possible emploi de la force. Mais les forces de l'ordre n'ont pas eu à dégainer les matraques, et n'ont pas non plus cherché à courir après les Gilets jaunes. Une fois les voies libérées et nettoyées, les policiers ont été relayés par les gendarmes sur les anciens points de blocage, pour « tenir les positions ». La circulation a pu reprendre, petit à petit. « On s'y attendait », lance après coup, malicieux, un manifestant délogé. Comme lui, la plupart des rebelles fluo se sont rapidement repliés sur les dernières positions tenues, à Ruffec et à Roullet-Saint-Estèphe, notamment. Pas abattus, toujours motivés. Mais plein de questions sur la suite. Depuis ces bases arrières, moins exposées, les membres du mouvement ont pu prendre un peu de recul, et finalement faire leur propre révolution. « On a compris qu'on faisait des erreurs, explique Marie. En bloquant tout, on se tirait une balle dans le pied. »

Partout, les porteurs de gilets ont senti les tensions monter, et ont donc choisi de changer de stratégie. Le passage à la vitesse supérieure des forces de l'ordre les a également mis en position de faiblesse. Obligés de réagir, pour faire persister le mouvement. « On n'a plus le droit de bloquer, poursuit Marie. Nous l'avons négocié, en échange d'un peu de temps. Maintenant, on est en train de s'organiser un peu mieux, même si nous n'avons toujours pas de chef ou de porte-parole. Nous sommes mieux cadrés, même s'il y a toujours des gens incontrôlables, qui peuvent faire du tort au mouvement… »

Le temps, la clé

Ainsi, certains, sourds à ce changement de stratégie, ont tenté et tenteront encore de bloquer. Les autres s'appliquent désormais à « filtrer », comme à la base Intermarché de Roullet. Les camions peuvent y rentrer, mais ceux plein de marchandises ne peuvent en sortir. C'était du moins le plan de départ. Mais là encore, les Gilets ont lâché un peu de lest après les négociations avec la direction, laissant passer les camions chargés de marchandises périssables. « Cela n'a pas moins d'impact », assurent-ils. L'essentiel pour les manifestants est de durer, au moins jusqu'à samedi. Avec l'espoir que la manifestation parisienne donne un second souffle au mouvement.

La plupart des bloqueurs de Girac se sont retrouvés hier matin devant la base Intermarché de Roullet.

PHOTO LOÏC DEQUIER

Les barrages perdent en intensité

COGNAC

Les Gilets jaunes ont renoncé au blocage mais ne désarment pas

Le thermomètre affiche – 4°. Au compteur, 50 personnes présentes. Il n'y a pas à dire, les chiffres sont à la baisse. Hier matin, les Gilets jaunes ont enregistré, comme dans toute la France, une décrue notable.

Déjà, les jours derniers, le rond-point de Crouin n'était plus tenu, après la première journée de samedi. Depuis, la Trache était devenue l'épicentre du phénomène. Alors que mardi, la totalité du rond-point de Châteaubernard était coupée, la situation a été bien différente ce mercredi. Dans la matinée, seule une voie était tenue par les Gilets jaunes : sur la RN 141, l'entrée de la rocade en direction de Saintes était obstruée par des palettes. Le barrage n'avait rien de bloquant. Les manifestants ont seulement ralenti quelques secondes les automobilistes avant de les laisser passer.

Un gros coup samedi

Dans la journée, le nombre de Gilets jaunes a augmenté à mesure que la température remontait. Incidemment, des tentatives de barrage filtrant ont émergé. Mais sans vraiment réussir. Hier soir, finalement, une centaine de manifestants étaient encore là, à se réchauffer autour de plusieurs foyers, sans évoquer le fait de dormir sur place, contrairement aux jours précédents. Mais à quoi bon se réunir au rond-point de la Trache si aucune action n'est engagée ? « Il faut faire voir que l'on est encore là », insiste Frédéric Motard, un des organisateurs. En fait, il avoue lui-même un problème : « Ce que l'on n'avait pas anticipé, c'est que les gens ont prévu les barrages et se sont détournés. Du coup, le trafic est beaucoup moins important. »

Les Gilets jaunes en sont donc réduits à regarder passer les voitures. Toutefois, ils prévoient la suite. « Nous avons obtenu l'autorisation de manifester samedi, dimanche et lundi, poursuit Frédéric Motard. Mais l'idée est de faire une grosse action samedi, pour soutenir le rassemblement à Paris. » Avec une évolution décroissante des effectifs, les Gilets jaunes espèrent donc retrouver des couleurs samedi.

Jonathan Guérin

ADMINISTRATION

Combien coûte un passeport ?

Pour établir un passeport, il en coûtera 86 euros pour un adulte et 17 euros pour les enfants de moins de 15 ans. À savoir que ces tarifs sont différents dans les départements d'outre-mer ainsi que pour les mineurs entre 15 et 17 ans. Par ailleurs, il est désormais possible de s'acquitter de ses timbres fiscaux en ligne sur timbres.impots.gouv.fr. PHOTO ARCHIVES « SUD OUEST »

Le phénomène du Black friday prend de l'ampleur

CONSOMMATION Cette opération de destockage massif est de plus en plus prisée par le grand public. Autour de Cognac, aucun magasin ne semble pouvoir passer à côté

JONATHAN GUÉRIN
j.guerin@sudouest.fr

Le Black friday, comme son nom l'indique, a lieu vendredi. Mais déjà, certaines boutiques présentent des prix sacrifiés, qui dureront jusqu'à samedi. PHOTO J.G.

Les patrons de magasins ne sont pas mécontents de constater un certain essoufflement des Gilets jaunes. « Samedi dernier, on a perdu 70 % de fréquentation », nous confie anonymement le patron d'une boutique du Fief du Roy. Alors l'espoir est que tout soit débloqué vendredi. Car ce jour-là, c'est le Black friday.

Derrière cet anglicisme, un vrai phénomène venu des États-Unis, où les grandes chaînes de distribution écoulent des stocks à prix cassés dans la foulée de Thanksgiving, une journée chômée. Il semblerait que la France se rallie à cette mode. « Nous proposons un Black friday depuis trois ans », se souvient Laurent Lachaise, le gérant de Darty Châteaubernard. « Les deux premières années, ça avait moyennement marché, mais ça a réellement explosé l'an dernier. »

De bonnes affaires à réaliser

D'autres font le même constat. « C'est Auchan qui a réintroduit le Black friday il y a quatre ans », tient à préciser Éric Georget, le patron d'Auchan. « C'est devenu quelque chose de vraiment attendu par les clients. Même si on n'est tout de même pas sur le même niveau que dans les pays anglosaxons. » Il faut dire que la tendance est installée depuis beaucoup plus longtemps aux États-Unis qu'en France. « Mais petit à petit, ça rentre dans les mœurs », estime Philippe Delage, le directeur de But. « Pour nous, il est indispensable de se mettre dans le tempo, pour répondre à la demande. »

Il semblerait donc que les consommateurs aient pris le pli de ce nouveau rendez-vous. « Certains viennent faire leur repérage depuis lundi », raconte Laurent Lachaise. Mais attention, il ne s'agit pas de soldes. En effet, la loi française prévoit que les commerçants ne peuvent vendre à perte qu'en période de soldes. « En réalité, le Black friday nous permet de faire du destockage, révèle le directeur d'Auchan. Mais pour les consommateurs, c'est l'occasion de faire de belles affaires. En fait, tout le monde est gagnant. » D'autant que les soldes n'ont plus le lustre d'antan. « Je crois de moins en moins aux soldes, nous avoue-t-on chez Darty. Là, certaines réductions pourraient même être supérieures à ce que l'on connaît en janvier et en juillet. Les consommateurs l'ont bien compris : c'est l'occasion de faire ses courses de Noël avec de très bons prix. »

Une rude concurrence

Alors, peut-on s'attendre à de beaux rabais ? « On ne peut rien dire, car notre objectif est d'avoir les meilleurs prix le jour J, nous expliquent les commerçants. Si on vous donne nos taux de remise, les concurrents vont s'aligner et on perdra notre avantage. » Mais But le promet : « Nous allons proposer des prix très agressifs. Et cela sur des offres très variées. »

Même les concessionnaires seront sur le pont. Renault, par exemple, s'inscrit dans le Black friday pour la deuxième année : « Il y aura du déstockage et des remises à des taux importants », garantit Julien Compoint, directeur marketing du groupe. « C'est le genre de promotions que l'on ne voit pas le reste de l'année. » Pour les acheteurs malins, il y a donc de bonnes affaires en prévision.

L'UCS rugby peut investir l'ancienne piscine

PARC FRANÇOIS-IER La mairie a signé un bail de 7 ans avec le club, qui va y installer une salle de musculation et un centre de formation, récemment ouvert

La piscine d'hiver n'aura pas attendu longtemps sa reconversion. La municipalité a confié les locaux pour une durée de sept ans à l'Union Cognac Saint-Jean d'Angely (UCS). Le bail signé hier entre le maire Michel Gourinchas et Lilian Tessendier, coprésident de l'UCS, prévoit un loyer de 600 € par an. Pourquoi un montant si modique ? « L'UCS pourra faire des travaux, y compris des travaux lourds, mais à l'issue des sept ans, la Ville récupère son bien », précise Michel Gourinchas. Qui ajoute aussitôt : « Ce n'est pas notre intention. »

Le club de rugby est passé dans le giron de l'Agglo, mais la Ville reste propriétaire des « vestiges » de la piscine, comme les qualifie le maire. L'élu a soutenu l'idée de l'UCS d'accueillir une antenne du centre de formation « Pro Concept ». Elle prépare un brevet professionnel « jeunesse, éducation populaire et sport » avec des mentions « musculation » et « cours collectifs ».

14 élèves, la moitié de l'UCS

L'UCS entend attirer les joueurs de moins de 23 ans. « Au bout d'un an, soit ils sont en capacité d'être rugbymen professionnel, soit ils peuvent travailler dans une salle de sport. On peut aussi les accompagner sur d'autres formations disponibles sur le territoire. Le club a un rôle social et sportif », avance Lilian Tessendier. La formation n'est pas réservée aux joueurs de l'UCS. Sur la première promotion, 7 élèves sur 14 viennent d'ailleurs, dont un jeune licencié au SA XV.

Le cursus a ouvert en septembre, dans le « tivolis » du parc des sports. En ce moment, il y fait frais… Tout comme dans les vestiaires de l'ancienne piscine d'été où l'UCS a posé ses machines de musculation. Les travaux, estimés à 80 000 €, devraient être terminés début 2019. Le bassin d'hiver sera comblé avec du sable, et recouvert d'un plancher de béton, pour accueillir la salle de musculation. Les salles de cours seront aménagées dans les vestiaires. « On sait ce que devient un bâtiment non utilisé. Là, il y aura du monde tous les jours, avec un système de vidéosurveillance », pointe Lilian Tessendier. Le projet de réaménagement du parc des sports, lui, fait toujours son chemin au niveau de Grand-Cognac.

Philippe Ménard

Lilian Tessendier et Michel Gourinchas ont signé le bail. P.M.

LE PIÉTON

Aime suivre le look vestimentaire porté par deux mannequins installés dans la véranda d'une maison, avenue de Saintes. Leur propriétaire les change au gré des saisons. Les voilà au goût du jour : ils arborent de rutilants Gilets jaunes. Une bonne façon d'afficher sa sympathie au mouvement sans finir en « gelé jaune ».

PHOTO PH. M.

AGENDA

AUJOURD'HUI

Secours catholique. De 9 h 30 à 11 h 30 et de 14 h à 16 h, vente de vêtements à petits prix et réception des dons, au 13 rue Millardet. Ouvert à tous.

Fondation d'entreprise Martell. De 10 h à 18 h, ouverture exceptionnelle au 16 av. Paul Firino-Martell. Tél. 05 45 36 33 51. Gratuit.

« 14-18 Poitou-Charentes ». De 14 h à 18 h, exposition qui retrace la vie de 5 personnages fictifs, partis au front ou restés « à l'arrière », lors de la guerre 14-18, à l'Espace Découverte. Entrée libre. Tél. 05 45 36 03 65.

Exposition. Peintures de MC Pajelle, aux Récollets. Site web : www.mcpajelle.fr.

UTILE

« Sud Ouest » rédaction.
9, place François-Ier, 16 100 Cognac.
Courriel : cognac@sudouest.fr
Tél. 05 45 36 62 80
Fax. 05 45 36 62 89

Vive les femmes !

SOROPTIMIST Le Club organise la quatrième édition de son salon Talents de femmes ce week-end. La créativité conjuguée au féminin

DIDIER FAUCARD
d.faucard@sudouest.fr

Le Club Soroptimist donne rendez-vous ce week-end. D. F.

« Vive les femmes ». C'est le titre d'un album du regretté Reiser. C'est aussi la profession de foi qui anime le club Soroptimist cognaçais qui, depuis vingt ans, œuvre pour accompagner ces femmes dans leur parcours de vie et les aider à trouver leur place dans la société en exprimant tout leur potentiel. Enfin, cela pourrait, également être le sous-titre du salon Talents de femmes que le club organise ce week-end à La Salamandre et où la créativité et l'artisanat d'art se conjuguent donc exclusivement au féminin.

Pour cette quatrième édition, 37 exposantes sont annoncées, le même nombre que l'année passée. Venues d'horizons différents : de la réalisation de vitraux à la création de mode, en passant par les bijoux, la céramique, la maroquinerie, la sculpture, les produits de bouche… « Ce que nous recherchons, c'est la qualité, l'excellence », assurent les membres du club.

Exemple de cette volonté, Alexia de Barbarin, la créatrice (robes de mariées, bijoux…) de Jarnac, « elle a débuté avec nous il y a quatre ans ». Si la jeune femme ne sera pas présente cette année sur le salon, c'est pour une bonne raison. Sélectionnée pour le 10e Salon des métiers d'art et de la création au Carrousel du Louvre, elle prépare sa participation à cette biennale qui est considérée comme le plus grand rendez-vous du genre en France. La preuve que les membres du Club ont du nez et du goût.

Du talent à revendre

Et ce devrait encore être le cas cette année. En commençant par la marraine de cette édition, Anastasia Ruiz. La jeune femme, âgée de 24 ans et originaire de Rochefort, est créatrice de mode. Sortie de l'École supérieure des arts et techniques de la mode et du Conservatoire national des arts appliqués, elle est passée par l'Atelier Lesage et des maisons comme Jean-Paul Gauthier. Elle a aussi lancé sa propre marque de maroquinerie de luxe : Puzle. Elle associe le travail du cuir, de la soie, de la peinture à la main.

Anastasia Ruiz ne sera pas la seule à mériter d'être (re)découverte. On pense, par exemple, à Joyce Nègre, ébéniste issue du CFA de Barbezieux qui a décroché l'an passé le 1er prix national Avenir des métiers d'art. À Liliana Deschamps, jeune femme argentine, installée à Médis, près de Royan, « qui crée des parfums d'exception ». Ou bien encore Sophie Meunier, fileuse de verre…

LE PROGRAMME

SAMEDI Ouverture de 10 à 20 heures à La Salamandre. Inauguration à 10 heures ; remise du Prix « Coup de pouce » par le Crédit Agricole.
DIMANCHE Ouverture de 10 heures à 19 heures. Présentation des réalisations d'Anastasia Ruiz à 16 heures. Remise du Prix du Public et du Prix Soroptimist à 18 h 30. Entrée 3 €, gratuit pour les moins de 12 ans. Buvette et restauration sur place.

Bref, autant de bonne raisons pour venir en prendre plein les yeux sur ce salon. « La première année, nous avons fait 650 entrées et, depuis, on ne décolle pas. Nous voudrions bien dépasser ce chiffre », disent les Soroptimist. Besoin d'un argument de plus ? Tous les bénéfices de ce salon serviront à financer l'accueil du centre Suzanne-Noël pour les femmes victimes de violences.

CHÂTEAUBERNARD

Une nouvelle présidente motivée au club de tennis

Pour sa première assemblée générale ordinaire, organisée vendredi salle Jean-Tardif, la toute nouvelle présidente du club de tennis, Charlotte Abadie, avait invité le président du Comité départemental, Cyrille Berland. « J'essaye de me déplacer dans les clubs que je connais le moins, a-t-il confié. J'ai vraiment envie d'en prendre la température. »

Charlotte Abadie nous vient de la région Midi Pyrénées où elle a revêtu huit ans durant diverses casquettes tennistiques sauf une, la présidence. C'est donc chose faite. La jeune chargée de recherche chez Hennessy, qui est arrivée en Charente en 2015, dispose aujourd'hui pour ce faire d'un peu plus de temps libre. Elle prend la suite d'Ismaël Khoulou, président du club pendant deux ans, qui a préféré céder la place dès le mois de juin.

Un choix délibéré pour permettre à la nouvelle équipe de lancer la nouvelle saison et de bénéficier de tout le temps nécessaire aux démarches bancaires et préfectorales. Le bureau, fraîchement constitué et rejoint par deux membres supplémentaires à l'assemblée générale, veut avancer prudemment.

Redynamiser les tournois

Charlotte Abadie a toutefois donné quelques orientations vendredi soir qui n'étaient pas pour déplaire au président du comité départemental : « On va essayer des petites choses. Il est important de redynamiser les tournois. L'ancienne équipe n'avait pas assez de bras pour le faire. Un tournoi doit être rentable. Il y a des choses faciles à mettre en place en matière de restauration. On va également accentuer la communication. »

La présidente pense aussi récolter des fonds en vendant des serviettes floquées au nom du club. Cyrille Berland, qui n'a pas perdu une miette des échanges, a fait part de ses inquiétudes. « Rattaché à la ligue Nouvelle Aquitaine depuis cette année, on est passé de 4 à 12 départements, de 25 000 à 92 000 licenciés, notre département représente un tiers de la nouvelle ligue. La Gironde y joue un rôle très hégémonique. Tout le monde doit prendre conscience qu'on a des modes de fonctionnement différents. Ce n'est pas à la Gironde d'imposer ses vues. »

Sandra Balian

Bureau : Charlotte Abbadie (présidente), Jean-Marc Texier (vice-président), Claire Meunier (secrétaire), Damien Giret (trésorier) ; membres actifs : Élodie Dagieux, Thierry Pasquier et Clarisse Jeanneau.

Charlotte Abadie, la nouvelle présidente du club de tennis, et Cyrille Berland, le président du Comité départemental. S. B.

GENTÉ

La Provence et le Vaucluse invités d'honneur en 2019

Le président, Cédric Dupuy, a animé les débats de l'assemblée générale. PHOTO SAMUEL MECHAIN

La commune de Genté a accueilli l'assemblée générale de la Foire Expo de Grande-Champagne. Dans son propos d'accueil, le président, Cédric Dupuy, a rendu hommage à la centaine de bénévoles mobilisés, aux exposants, aux partenaires, qui contribuent au succès de cette manifestation, née en 1987 à Segonzac, avant de déménager à Gensac-la-Pallue depuis 2012.

95 exposants

La 30e édition en mai dernier, « bien arrosée par un violent orage en milieu d'après-midi », restera cependant un bon cru, avec plus de 5 000 visiteurs ; 62 échantillons aux concours des eaux-de-vie, dont les gagnants ont reçu une barrique offerte par des tonnelleries partenaires ; un nombre croissant d'exposants (95, soit plus 40 %). « En modifiant le plan de plaçage, on devrait pouvoir en accueillir 100. »

Sans oublier la réussite de la nouveauté 2018 : « les cagouilles en folie » (course, dégustation) portée par la confrérie des Cagouilles et l'équipe organisatrice, qui sera renouvelée en 2019.

Autofinancement total ?

Le bilan financier est légèrement déficitaire, dû surtout à une baisse des subventions, mais la trésorerie est saine. Le budget prévisionnel est de l'ordre de 60 000 €.

« Face au contexte actuel, nous réfléchissons à un total autofinancement, qui pourrait se concrétiser par une entrée payante modique. »

Le tiers sortant est réélu ; Josette Chaudy et Stéphanie Castelain intègrent le conseil d'administration. Pour l'édition 2019, programmée les 17,18 et 19 mai, trois concours seront proposés aux viticulteurs : vieilles eaux-de-vie de Grande Champagne, jeunes eaux-de-vie de l'ensemble des crus, vieux pineaux blancs, tous crus, vieillis sous bois (rendez-vous le 24 avril, salle des Distilleries à Segonzac). D'autres animations sont à l'étude.

Après la visite de quelques membres de l'association, les invités d'honneur seront des producteurs du Vaucluse et de Provence (huile d'olive, lavande, nougat, vins blancs, rouges et rosés, boutis, céramique locale…).

Samuel Méchain